

Atchoum ! A bas la distanciation sociale !

15 avril 2020, avec un peu de retard

L'article 38 de la constitution française de 1958 donne au gouvernement la possibilité sur autorisation du parlement de prendre par ordonnances des mesures législatives. Ainsi la loi du 23 mars 2020 (modifiant le code de la santé publique), dite loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, décrète l'état d'urgence sanitaire pour deux mois sur tout le territoire national. Les mesures économiques, les dispositions électorales et le confinement obligatoire de la population ordonné le 17 mars rentre dans ce cadre législatif. Cette loi est censée être ratifiée ou pas ultérieurement par le parlement.

Ça a pété, ça repètera, la la la... Quand l'explosion de l'usine chimique AZF a ravagé Toulouse le 21 septembre 2001 à 10H17, les habitations des quartiers populaires aux alentours ont perdu leurs fenêtres. Le confinement impossible était pourtant le seul mot d'ordre de la préfecture. Les jours suivants, alors que les vitriers s'affairaient à remplacer le verre cassé dans les beaux quartiers et le centre ville, des ouvriers du site, travaillaient la nuit à évacuer des tonnes de produits hautement toxiques, dont des wagons de chlore et d'ammoniaque. Le risque de sur-accident était présent et caché à la population, une fuite de ces produits aurait pu causer l'intoxication et la mort de milliers de personnes. La sécurité des travailleurs était réduite (applaudissements), La sirène d'alerte était détruite.

Quand la commission sécurité du collectif Plus Jamais Ça Ni Ici Ni Ailleurs s'est rendue à la préfecture pour demander l'évacuation de la population en danger, un sous préfet lui a répondu que le confinement était la seule solution d'actualité proposée par les autorités et le resterait. Comme il n'y avait plus de fenêtres, il suggéra, si urgence d'un besoin pressant, de descendre dans les caves. Il ne savait pas que les caves au Mirail sont des espaces grillagés à l'air libre dans les étages ; et pire, que le phosgène, un ancien gaz de combat présent sur le site chimique, est un gaz lourd prévu pour porter la mort dans les tranchées. Il dit ensuite, que seule une partie de la population était concernée et qu'il ne pouvait de toute manière faire évacuer toute l'agglomération. Il pensait chiffres. Il comptait combien de sacrifié-es potentiellement ? Avant, pendant, après l'activité des industries de mort. Heureusement beaucoup de gens avaient eu un réflexe de survie en s'enfuyant de la ville le premier jour. Certain-es pour diverses raisons n'ont pas pu ou voulu le faire. On ne peut le reprocher à personne mais il est clair que la possibilité de retraite sécurisée n'est pas donnée à tout le monde et reste un privilège de classe comme aujourd'hui. Ce fut un plaisir raffiné et risqué de n'avoir pas à vivre un confinement autoritaire à cette époque.

Le virus n'est rien, le terrain est tout. Le nombre de vaccinations obligatoires pour les enfants est variable en fonction des humeurs gouvernementales, arrivé jusqu'à sept, redescendu à trois, Macron nous l'a remonté à onze à peine élu grâce aux efforts des lobbys pharmaceutiques. Certaines personnes ont arrêté depuis longtemps de se vacciner sans trop savoir pourquoi. D'autres choisissent de ne plus le faire, en conscience et refusent de faire vacciner leurs enfants. Refuser la vaccination systématique et obligatoire est un choix sérieux, il engage des vies, sa propre vie, celles de ses enfants et celles des autres personnes qui ne se vaccinent pas non plus, éventuellement. On est dans l'illégalité, punissable par la loi et dans la nécessité de tricher pour passer au travers les mailles du filet du lobby vaccinal et de la répression d'état. Il faut être prêt à être confrontés à tout l'arsenal argumentaire des pro vaccinations envahis par une peur irrationnelle. La maladie coûte cher à la société (pas les vaccins ?), aux contribuables, c'est être irresponsables, c'est être un potentiel porteur dangereux, c'est mettre en danger ses enfants... Les personnes vaccinées n'ont normalement rien à craindre de celles qui ne se vaccinent pas. Ou alors, la vaccination est moins efficace quand il s'agit de mettre en accusation des récalcitrants. Ce ne sont que les personnes qui ne se vaccinent pas qui risquent la contamination.

C'est ubuesque. On pourrait remplacer le mot vaccination par confinement obligatoire.

La prise de position publique pour la liberté vaccinale est défendue par des associations et des personnes qui ont participé à la prise de conscience de ces dernières années. La méfiance envers institutions a contré la campagne de peur pour la grippe H1N1 en 2009. Qu'en sera-t-il demain, si un vaccin pour le covid-19 est mis sur le marché ? Sera-t-il obligatoire ? Y aura-t-il une opposition, un refus collectif ? Cela posera le même problème éthique : le respect de l'intégrité du corps des êtres vivants est-il toujours souhaitable, acceptable à l'heure du transhumanisme. La liberté de penser et de choix existe-telle toujours quand une pseudo égalité devant la maladie et la mort est mise en avant comme prétexte à la dictature sanitaire ?

La Santé publique (et privée), l'hôpital et la clinique ont depuis longtemps dépossédé les patients de leur intégrité, de l'emprise sur leur corps. Ils en ont fait une matière première soumise et dépendante d'une médecine aux ordres des marchands. On pourrait même dire à bas l'hôpital, à bas les piqûres et les cachetons, à bas les docteurs et l'infirmière.

Ceci nous ramène à notre préoccupation, l'option confinement obligatoire dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire actuel. S'il y a un choix à faire, celui de se plier à l'injonction de l'état ou celui de la refuser, il s'agit de penser les critères de ce choix pour qu'il ne soit pas irrationnel et conditionné seulement à nos peurs. Il y a deux critères principaux prépondérants : le scientifique et ses arguments chiffrés et le critère philosophique ou éthique, moral.

Malheureusement nous ne contrôlons pas les arguments scientifiques, d'abord par manque de connaissances et ensuite parce que les données et les prises de position des spécialistes ne sont pas unanimes selon qu'ils regardent par le petit ou le grand bout de la lorgnette. Les causes de la mortalité dans le monde permettent par exemple de relativiser les effets réels de cette maladie. On reste dans l'interprétation suggestive des chiffres, on manque de preuves sensibles, émotionnelles palpables à l'échelle d'une personne. Le dogme de l'objectivité scientifique contraint le néophyte à la confiance et à l'acceptation d'une vérité qui reste sujette à aux intérêts des marchés, on le sait. Une Vérité scientifique sur laquelle s'appuie toute la campagne de peur du gouvernement qui s'étale dans les médias. Si l'on s'en tient aux chiffres aléatoires, on est sûr de se soumettre aux ordres de salut sanitaire.

Si l'on aborde l'état d'urgence sous l'angle de la philosophie, on rentre dans des considérations qui sont secondaires pour certains (hors réalité, hors urgence) face à la pandémie et, fondamentales pour d'autres justement en ce moment historique.

La liberté n'est-elle qu'une illusion nécessaire ? Notre système politique démocratique s'appuie sur la déclaration universelle des droits de l'homme et sur la constitution de 1958. Dans le cadre d'un état d'urgence, les deux sont en contradiction : la première préservant les libertés fondamentales de pensée, de déplacement, de réunion en particulier et la seconde les restreignant dans le cadre de l'exercice d'un pouvoir exceptionnel. Dans le cadre d'une guerre (civile) par exemple ou d'une terrible catastrophe.

Nous pouvons considérer Corona comme une catastrophe relative, pour autant la France n'est pas en guerre (sur le territoire), le gouvernement n'a fait aucune déclaration de guerre et n'a reçu aucune déclaration non plus. La notion de guerre développée par le gouvernement ne repose sur aucune réalité. Et pourtant toutes les mesures restreignant les libertés individuelles et collectives sont justifiées symboliquement par cette notion. L'état conspirerait-il pour notre bien ? L'incohérence est-elle une vertu pour les décisions d'état ? L'irresponsabilité une quintessence du pouvoir ? Il nous laisse mijoter deux mois dans l'ignorance pour assouvir des obligations électorales alors qu'une épidémie approche à grand pas et qu'il le sait. Malin, la drôle de guerre.

Dans le cadre de l'état d'urgence antiterroriste et de ses atteintes aux libertés, de nombreuses voix s'étaient élevées pour dénoncer la supercherie d'un état qui mène d'un côté de nombreuses guerres en notre nom et au nom de la liberté, et qui de l'autre veut nous en faire supporter les conséquences liberticides. L'état d'urgence était alors anti constitutionnel et l'état eut vite fait de l'inscrire dans la constitution. Mais aujourd'hui alors qu'en toute légalité, l'état supprime toujours plus de libertés fondamentales, personne ou presque ne hausse le ton. Le tissu social est entièrement stressé et désorganisé en grande partie, toujours sous le choc. Les partis, les syndicats, les écologistes, la frange dite autonome, révolutionnaire, les anarchistes et autres... dénoncent les manques de moyens des hôpitaux, la casse organisée des services publics et les mesures économiques antisociales à venir, la paupérisation et la répression. On fait dans la solidarité avec les plus démunis, une solidarité déconfinée, mais le confinement obligatoire reste un tabou que seuls quelques textes courageux (d'irresponsables dira la vindicte populaire) osent dénoncer. C'est pourtant le changement fondamental qui détermine toute notre vie en ce moment.

Pourquoi remettre à la fin du confinement, la lutte collective pour notre émancipation ? Par pragmatisme gestionnaire, pour arrêter l'ennemi à nos frontières, pour soutenir nos soignant-es au front ? Applaudissons-les et soutenons-les quand elles manifestent sous les lacrymogènes et la matraque en réclamant des moyens ? Applaudissons les travailleurs du BTP qui tombent ou se font écraser chaque jour au front, chair pas chère des promoteurs immobiliers et des grands projets industriels ? Merci Corona d'avoir réduit leur nombre au passage. Applaudissons en priorité les travailleur-ses qui condamnent et bloquent ce système.

Corona est une malheureuse réalité mais nous n'allons pas pour autant accepter de vivre soumis à un ordre sécuritaire hygiéniste et numérique où les données de santé serviront d'outils de contrôle de la population. Cette pandémie est le résultat de la gestion capitaliste (techno/industrielle en particulier) du monde. S'en protéger, c'est lutter contre ce système ; aujourd'hui contre ce confinement totalitaire qui amplifie les dominations de classe, de sexe, de race. Celles que nous dénoncions hier.

Ce confinement n'a même pas de valeur tangible, ceux qui sortent un peu aujourd'hui voient bien qu'il est relatif, voire impossible. Les travailleur-es qui prennent encore chaque jour les transports pour aller au travail, ou qui les reprendront demain transportent des virus de chez eux, les mélangent dans le métro ou les bus, les mélangent avec les collègues dans les entreprises, puis s'en retournent, les mélangent à nouveau dans les transports avant de les remettre en culture chez eux. Elles sont les vecteurs d'une bonne immunité collective et le signe d'une grande soumission aux injonctions contradictoires. Dénoncer la reprise dans les entreprises (à Airbus notamment) sans dénoncer ce confinement et surtout l'inutilité sociale de ces entreprises, sans en exiger la fermeture pure et simple, c'est jouer le jeu du gouvernement. C'est rester dans la peur irrationnelle, l'isolement, la division, l'atomisation dans une cellule douillette avec un maton numérique en couleurs.

Ce confinement-là, n'est pas adapté aux situations particulières, ce n'est pas un confinement responsable et consenti par les concerné-es, ce n'est qu'une arme répressive de plus dans la guerre de classe menée depuis longtemps par les états et les nantis de ce monde, contre le reste du monde. Guerre économique et guerre armée ne sont pas nôtres, si nous luttons pour l'émancipation générale, c'est parce que nous aspirons à vivre en paix entre tous les peuples. Force, courage et détermination, compagnes et compagnons.

Dans le pays le plus nucléarisé de la planète, on redoutait l'accident majeur nucléaire avec ses irradié-es, confiné-es en cercles concentriques autour d'un cœur de réacteur en excursion. On redoutait les chiffres d'admissibilité de la radioactivité revus à la hausse par les experts pour faire avaler la pilule atomique, comme après Tchernobyl et Fukushima. On redoutait un accident nucléaire qui aurait rogné nos libertés, mais pour le moment c'est juste un microbe qui est prétexte à la dictature sanitaire. Un confinement autoritaire appliquée pour enrayer avant tout les éventuelles réactions sociales face à la récession économique.

Il y aura un avant et un après, tout le monde le redi comme après chaque grand temps forts de la lutte des classes. Mais cette fois, après ce choc, il s'agit de ne pas tomber en léthargie dans une intemporalité confinée qui remet à demain les luttes sociales. Si aucune voix ne vient perturber et enrayer l'union nationale contre la pandémie et l'état d'urgence sanitaire, Macron, les capitalistes, et les marchands d'armes et de vaccins, les adeptes de l'homme machine isolé auront gagné une grande bataille. Le mouvement révolutionnaire émancipateur aura beaucoup de mal à dépasser cette situation, ou pas bien sûr.

De la lucidité collective, il faut sortir et aimer, c'est le mot d'ordre que nous devons revendiquer et étendre, s'organiser au mieux pour vivre dans une illégalité imposée, exposé à l'arbitraire judiciaire, aux retours de bâton moraliste de la police de la santé mais en vie. On peut mieux faire, on peut appeler à manifester contre l'état d'urgence et dire à bas la dictature sanitaire, la distanciation sociale, ce confinement absurde et imposé, à bas les prisons et vive la révolution.

Qui, quand, comment ? Le temps semble suspendu à un virus, on en est là.

A Olivier, et à toi.